Burundi : le directeur d'une radio privée maintenu en détention

@rib News, 04/02/2015 â€“ Source AFP La justice burundaise a ordonnÃ© mercredi le maintien en dÃ©tention prÃ©ventive du directeur de la radio locale RPA, en prison depuis plus de deux semaines pour "complicitÃ© d'assassinats" de trois religieuses italiennes, a annoncÃ© un de ses avocats. Bob Rugurika, le directeur de la Radio publique africaine (RPA), avait Ã©tÃ© arrÃªtÃ© et Ã©crouÃ© le 21 janvier puis incarcÃ©rÃ© dans la prison de Muramvya (centre). Ses juges l'avaient en lundi et avaient 48 heures pour rendre leur dÃ©cision.

Le tribunal de grande instance (TGI) de Bujumbura "vient de dÃ©cider de maintenir le directeur de la RPA en dÃ©tention prÃ©ventive. C'est une dÃ©cision injuste, qui nous dÃ©Ã§oit Ã©normÃ©ment car elle vient confirmer encore une fois que le jug burundais n'est pas rÃ©ellement indÃ©pendant", a dÃ©clarÃ© Me Lambert Nigarura. La justice reproche au directeur de cette station la diffusion depuis plus de trois semaines des aveux d'un homme qui se prÃ©sente comme l'un des assassins de trois religieuses italiennes de 75, 79 et 83 ans, tuÃ©es en septembre dernier Ã Kamenge, dans le nord de Bujumbura. Dans ces aveux, celui-ci met en cause de hauts responsables des services secrets burundais dans le triple homicide. Cette version prend le contre-pied de celle de la justice burundaise, qui avait arrÃªtÃ© un jeune homme dans le quartier de Kamenge peu aprÃ¨s les faits. Celui-ci, qui passe pour un "dÃ©sÃ©quilibrÃ© mental", est accusÃ© d'Ãªtre le responsable de ce triple meurtre et a Ã©tÃ© Ã©crouÃ©. Cette thÃ¨se n'a guÃ¨re convaincu au Burundi, en raison notamment d'une prÃ©sence massive de policiers sur les lieux du crime au moment de l'assassinat de la troisiÃ¨me religieuse. Le directeur de la RPA est poursuivi pour quatre chefs d'inculpation: complicitÃ© d'assassinat, manquement Ã la solidaritÃ© publique, violation du secret d'instruction et recel de malfaiteurs. Il risque jusqu'Ã 20 ans de prison. Selon son avocat, les juges ont estimÃ© "que son maintien en dÃ©tention peut servir Ã conserver les preuves et Ã©viter que les clients ne se concertent frauduleusement". "C'est Ã©tonnant parce qu'il n'y a que deux inculpÃ©s jusqu'ici: notre client et le malade mental qui a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© par la police. De qui veulent parler les juges? Est-ce Ã dire qu'ils croient ce que dit la radio RPA? De quelles preuves veulent-ils parler?", s'est interrogÃ© l'avocat. La sociÃ©tÃ© civile et les mÃ©dias burundais sont mobilisÃ©s dans une campagne pour la libÃ©ration du journaliste. L'UE, les Ã‰tats-Unis et plusieurs organisations internationales des droits de l'homme demandent Ã©galement sa remise en libertÃ©. Vendredi, un haut responsable de l'Ã©glise catholique burundaise, trÃ¨s influente dans le petit pays d'Afrique des Grands Lacs, a Ã son tour demandÃ© sa libÃ©ration. "Sa dÃ©tention continue ne semble Ãªtre qu'une tentative flagrante de museler les mÃ©dias" au Burundi, a rÃ©agi mercredi l'organisation amÃ©ricaine Human Rights Watch (HRW) dans un communiquÃ©. Le pouvoir burundais est accusÃ© de restreindre l'espace politique et de chercher Ã museler les mÃ©dias et la sociÃ©tÃ© civile, Ã moins de cinq mois d'une prÃ©sidentielle cruciale au Burundi.